

Décembre 2013 : PISA, l'éducation prioritaire et la priorité à l'éducation

Philippe Meirieu

Entretien avec François Jarraud pour « Le Café Pédagogique »

- Quelques jours après la publication des résultats de l'enquête PISA, quel regard portez-vous sur ses résultats et les réactions qui ont suivi ?

Je ne suis pas de ceux qui totémisent PISA et j'en connais les limites : les épreuves ne sont pas exemptes de biais méthodologiques et l'on ne sait pas bien ce que les résultats mesurent des habitudes culturelles, du rôle des familles ou de l'efficacité propre des systèmes scolaires. Je suis, de plus, assez irrité par ceux qui utilisent aujourd'hui PISA pour alimenter une dérive scientiste préoccupante : il y aurait donc, ici ou là, des pays ou des États qui auraient enfin trouvé « la » bonne méthode pour apprendre à lire ou faire réussir tous les élèves en mathématiques ! Et, bien sûr, il suffirait de reprendre et d'appliquer ces méthodes pour résoudre tous nos problèmes ! Cette pensée facile m'effraie : elle utilise des résultats « scientifiques » sans poser la question du contexte de leur émergence et des conditions de leur transférabilité. Elle prétend liquider l'idéologie au profit d'une « science des apprentissages » qui fait l'impasse aussi bien sur le sens de ce que l'on apprend que sur les valeurs véhiculées par la manière dont on apprend. Elle évacue la question des principes philosophiques et des doctrines pédagogiques qui sont mobilisés par les politiques scolaires. Elle laisse entendre que l'efficacité justifie tout en matière éducative, et passe, de fait, par pertes et profits l'interrogation éthique que je considère, pour ma part, comme essentielle. Au bout du compte même, elle prolétarise les enseignants qui se trouvent assignés à appliquer « la bonne méthode », quand ils devraient, au contraire, faire preuve d'une inventivité critique, et parcourir sans cesse dans les deux sens, par un travail collectif accompagné, la chaîne qui va des finalités aux modalités.

- Mais récusez-vous, pour autant, les résultats des recherches scientifiques sur l'efficacité des méthodes pédagogiques et ceux des enquêtes internationales comme PISA ?

Non, mais je les relativise. Le scientisme a déjà fait assez de ravages dans tous les domaines et là, alors qu'il prétend évacuer toute idéologie, il est au service de la pire des idéologies en matière éducative, celle de l'efficacité à tout prix : une efficacité mesurée de manière presque exclusivement quantitative, arrimée au culte de la performance et déclinée à l'infini à travers des classements de toutes sortes. Ainsi pratiquée, l'évaluation réduit l'éducation à ce qui en est strictement quantifiable et comparable, autant dire pas grand-chose... quand il faudrait, au contraire, s'interroger sur ce que nous cherchons à développer comme valeurs et sur la façon

de se mobiliser collectivement pour y parvenir. Il faut donc prendre ces travaux avec précautions et, même, s'efforcer de procéder avec eux à un travail de déconstruction salutaire... Mais il reste, bien sûr, que les enquêtes comme PISA, PIRLS ou PIAAC nous alertent sur la dégradation de notre système au regard même de notre objectif affiché de démocratisation de l'accès aux « savoirs de base » ; indépendamment d'un classement qui reste sujet à caution et des comparaisons qui sont toujours méthodologiquement très risquées, elles nous montrent que les écarts se creusent et, même si l'on peut remettre en question tel ou tel item, elles viennent confirmer ce que la plupart des travaux – y compris ceux du ministère de l'Éducation nationale – ont établi : d'un côté, nous continuons à produire de bons élèves, formatés pour de brillantes études, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, l'échec et la désespérance sociale se sont durablement installés. Nous n'avons pas su transformer la démocratisation de l'accès en démocratisation de la réussite.

- Et que proposez-vous pour réduire cet écart ou, au moins, faire en sorte que le fossé ne se creuse pas plus encore ?

Je crois que nous devons agir simultanément sur plusieurs leviers. Il faut avancer vite et simultanément sur les programmes comme sur les procédures d'évaluation des élèves : les refondre de manière à renverser la logique actuelle de sélection par l'échec en la remplaçant par la valorisation des réussites grâce à une pédagogie exigeante. Le système scolaire pourrait utilement, à cet égard, s'inspirer de la VAE – valorisation des acquis de l'expérience – pour proposer une autre structuration des cursus de formation... Et puis, bien sûr, il faut reconstruire la formation des enseignants et cadres éducatifs : la « refondation » a mis en place les ESPÉ – avec un concours malheureusement toujours terriblement mal placé, au milieu du cursus – mais il reste à refonder la formation continue, aujourd'hui complètement sinistrée. Nous avons absolument besoin de remettre en route une vraie formation continue des personnes et des équipes, avec des contenus mobilisateurs et délibérément structurée sur le principe de la recherche-action. Je comprends les obstacles techniques et financiers qui entravent cela, je sais que les moyens de remplacement manquent, mais je suis convaincu néanmoins qu'il faut en faire une priorité absolue. Pourquoi pas, d'ailleurs, « amorcer la pompe » avec un programme ambitieux d'universités d'été largement ouvertes ?... Par ailleurs, évidemment, je crois indispensable de relancer, de manière très volontariste l'éducation prioritaire : c'est la condition indispensable pour lutter contre le creusement des inégalités.

- Précisément, le ministre a lancé des assises de l'éducation prioritaire et doit annoncer des mesures fortes en janvier. Qu'en attendez-vous ?

J'ai lu les principales conclusions des assises académiques : je les ai trouvées parfois très institutionnelles, trop centrées sur des questions de « management » et insuffisamment sur des enjeux sociétaux et des propositions pédagogiques. Mais j'y ai retrouvé aussi les principales demandes bien connues depuis des années : les enseignants de ZEP veulent pouvoir d'appuyer sur des « référents » pour faire le lien entre primaire et secondaire, ils réclament du temps pour travailler en équipe, des plans de formation construits avec l'établissement et pour l'établissement, des occasions de rencontres et de travail avec les autres acteurs éducatifs, dont, bien évidemment, les parents. Ils veulent aussi plus de mixité sociale dans les établissements et un allègement des effectifs... J'ai noté, à ce sujet, que le ministre

proposait une majoration de la prise en charge des heures de cours avec un coefficient de 1,1. C'est une avancée notable. Reste à savoir aujourd'hui à qui elle va profiter, quel sera le périmètre de son application. Je suis favorable à des incitations financières et des décharges, mais il me semble que, pour qu'elles soient significatives et efficaces, il faut qu'elles soient progressives et affectées prioritairement aux établissements les plus difficiles. On devrait pouvoir mettre en place une gradation, allant de la situation actuelle (une prime fort modeste !) à des décharges de trois heures hebdomadaires affectées à l'accompagnement des équipes là où c'est vraiment nécessaire. Je crois comprendre qu'on avance dans ce sens et je m'en réjouis.

- Les organisations syndicales demandent une baisse des effectifs des classes et l'embauche d'enseignants pour y faire face. Est-ce la bonne solution ?

Cela améliorerait les choses sans aucun doute : les travaux de recherche et les expériences menées dans ce sens le prouvent. Mais il y a des pistes moins évidentes qu'on pourrait aussi explorer. Nous savons bien que l'une des principales difficultés des enseignants de ZEP, c'est de « tenir leur classe » et que les élèves se plaignent d'une ambiance de travail dégradée (même s'ils sont les premiers acteurs de cette dégradation !). Certes, je suis le premier à dire qu'une formation bien pensée dans ce domaine peut améliorer les choses : mettre en place des rituels structurants, travailler sur la focalisation de l'attention, organiser des activités d'apprentissage mobilisatrices, tout cela est utile, essentiel même. Mais je voudrais qu'on propose aussi aux enseignants volontaires d'expérimenter le principe de « deux adultes par classe ». Nous avons tenté cela à plusieurs reprises et le résultat a toujours été très positif : pendant qu'un adulte « fait cours », le second peut circuler entre les élèves pour conseiller certains, vérifier la manière dont chacun fait ses exercices, fournir un document, mettre en place des petits groupes de travail, etc. Deux adultes dans une classe – même un peu nombreuse – cela fait toujours baisser la tension ; cela permet aussi les échanges professionnels et l'enrichissement réciproque ; cela évite ces face-à-face mortifères entre un enseignant à cran et une classe excitée où la surenchère des injonctions et des répliques provocatrices rendent impossible tout travail serein... Il ne sera pas possible, évidemment, de systématiser cette formule – trop coûteuse et dont ne voudront d'ailleurs pas certains enseignants -, mais il est possible de mettre des « répétiteurs » à disposition des équipes pour jouer ce rôle de « professeur supplémentaire » : ce pourront être des enseignants surnuméraires, des stagiaires nommés pour cela en plus grand nombre dans les établissements ZEP, voire des jeunes volontaires en service civique ou même des retraités. On comprend bien que nommer des retraités en remplacement d'enseignants dont on supprimait les postes soit apparu comme une provocation insupportable ; mais solliciter des retraités volontaires pour accompagner, dans les classes, des enseignants plus nombreux, c'est tout autre chose ! Cela aurait, de plus, le mérite d'activer la solidarité et la transmission intergénérationnelle qui peut grandement contribuer, en particulier pour les jeunes enseignants de ZEP, à la professionnalisation et à la construction identitaire.

- Vous ne proposez pas de dédoublement ? Ne serait-ce pas une bonne formule en ZEP ?

Si, sans aucun doute. J'irais même plus loin. Je proposerais des plages en petits groupes, en particulier pour des ateliers d'écriture systématiques. Cela me

paraît infiniment préférable aux systèmes de « soutien » construits toujours sur le principe « détection / obligation » et qui font ressentir l' « aide » apportée comme une « sanction » imposée. D'autant plus qu'il faut lutter contre cette manie d'externaliser le traitement de l'accompagnement scolaire hors de la classe, manie qui, de fait, vide cette dernière d'une partie de sa substance et se prive des effets positifs de l'entraide entre élèves dans le cadre d'une pédagogie différenciée.

- Pourquoi des ateliers d'écriture ?

Parce que je crois à la nécessité absolue, du point de vue pédagogique, de travailler, en ZEP plus encore qu'ailleurs, sur l'entrée dans l'écrit. Tant que cette entrée sera vécue comme une soumission à des contraintes arbitraires génératrice de souffrance, les élèves resteront en dehors de l'écrit et, donc, de ce qui fait la spécificité de la culture scolaire. Je suis convaincu, et crois l'avoir montré dans mes travaux de recherche, que, tant que les élèves ne découvrent pas que les contraintes de la langue sont des ressources pour la pensée, ils campent, tout à la fois, au seuil de la langue et à la porte de la pensée.

- La question est aussi de stabiliser des équipes d'enseignants, si possible chevronnés, dans les ZEP. Comment faire ?

Il y a, bien sûr, là aussi, les incitations financières et les décharges de service, mais j'ai bien conscience que, malgré l'effort qui s'impose, les moyens risquent de rester limités dans ce domaine. Il y a l'accès prioritaire à la formation continue qu'il me paraît indispensable de mettre en place très vite, mais aussi la valorisation de l'expérience et des acquis à travers la VAE, ou encore la priorité en matière de promotion : il faut explorer tout cela systématiquement... je suis, d'ailleurs, convaincu que les organisations professionnelles n'y sont pas systématiquement opposées. Et puis il ne faut pas sous-estimer les incitations à caractère pédagogique : des tentatives ont été faites par le passé pour permettre à des enseignants voulant s'engager dans une innovation pédagogique d'être nommés dans des collèges de ZEP où il y a un fort taux de postes vacants ou susceptibles d'être vacants. On a failli aboutir : pourquoi ne pas relancer une opération de ce type ? De même, pourquoi ne pas proposer aux enseignants volontaires de collège de bénéficier d'un semestre sabbatique pour se former à une autre discipline d'enseignement afin d'accéder à la bivalence ? Autant la bivalence imposée peut être perçue comme une contrainte insupportable, autant elle peut constituer, s'il y a une formation à la clé, un levier particulièrement précieux pour, d'une part, mobiliser des enseignants et relancer leur carrière, et, d'autre part, améliorer l'encadrement, le suivi et l'accompagnement des élèves.

- Le travail en équipe est plébiscité par beaucoup. Comment le mettre en œuvre ?

La vraie difficulté, en particulier dans les collèges, c'est l'émiettement, la fragmentation, le fait que nous n'avons jamais une équipe d'enseignants qui a la responsabilité partagée d'un même ensemble d'élèves. Il existe un remède à cela : il faut mettre en place des « unités pédagogiques fonctionnelles » de quatre classes (deux sixièmes et deux cinquièmes, ou bien une sixième, une cinquième, une quatrième et une troisième) confiées à une équipe d'enseignants qui y effectuent ensemble la majorité de leur service et peuvent ainsi encadrer, de manière cohérente et souple à la fois, le même groupe d'élèves. Cette formule de « micro-collèges » à l'intérieur des collèges permet aux élèves et aux parents d'avoir des

interlocuteurs solidaires et bien identifiés. Elle permet aux enseignants d'organiser des activités et des projets en fonction des besoins des élèves, de développer l'interdisciplinarité, de promouvoir l'entraide et la mutualisation entre adultes comme entre élèves ; elle permet aussi de se dégager des formes archaïques de l'évaluation pour aller vers une « pédagogie du chef d'œuvre », où les travaux scolaires ne sont pas évalués sommairement avant de passer à autre chose, mais repris, de manière exigeante, pour garantir le progrès de chacun et lutter contre la spirale de l'échec... Bref, je crois qu'il faut relancer la dynamique de l'innovation pédagogique dans les ZEP par tous les moyens ; il faut en faire de véritables « zones d'excellence pédagogique ». Je suis convaincu que c'est possible dès lors qu'on affiche une ambition, qu'on se donne des moyens institutionnels pour libérer l'initiative et qu'on accompagne les personnes de manière bienveillante et rigoureuse à la fois.

- Cela ne relève-t-il pas d'une mobilisation au-delà de la seule Education nationale ?

Sans aucun doute. C'est pourquoi je crois à une synergie possible avec les collectivités territoriales, le ministère de la Ville, le ministère de la Culture... Il faut utiliser tous les leviers existants : l'Éducation nationale vient de préciser, par exemple, ce qu'il était possible de faire dans le cadre des « parcours artistiques et culturels » : même si je trouve ces instructions encore bien timides et insuffisamment audacieuses (l'art et la culture restent trop cantonnés aux « disciplines artistiques » traditionnelles, les arts plastiques et la musique à laquelle on a rajouté l'histoire des arts), je crois qu'on peut utiliser cette notion de « parcours artistique et culturel » pour impulser dans les ZEP une politique audacieuse et volontariste : pourquoi pas y inscrire systématiquement la pratique du théâtre, par exemple ? Ce serait un bon moyen pédagogique pour aider des élèves, qu'on sait majoritairement instables et excités, à passer de la gesticulation désordonnée au geste maîtrisé, de l'onomatopée compulsive à la parole habitée. Surtout si les parcours artistiques et culturels sont valorisés et participent pleinement de l'évaluation du socle commun...

- Ne craignez-vous pas d'inquiéter et de déstabiliser les enseignants en proposant de telles évolutions pédagogiques ?

Je mesure bien ce risque. Mais je mesure aussi le risque terrible de l'immobilisme : si nous ne bougeons pas, si nous n'inventons pas des pédagogies exigeantes capables de rendre les écoles et les établissements de ZEP attractifs, le démantèlement du service public nous guette. Les néolibéraux sont en embuscade, ils ont déjà des solutions toutes prêtes : la concurrence instituée entre les établissements et les enseignants, la « diversification de l'offre scolaire » (jolie formule pour camoufler les mécanismes de privatisation au sein même de l'école publique), la soi-disant « responsabilisation des familles » (qui renvoie sur les parents – de manière très inégalitaire - la charge de l'accompagnement des élèves), etc. N'en doutons pas : notre modèle de service public n'est pas immuable et intangible : il peut être mis à mal, voire mis à mort ! On a bien vu, sous le quinquennat précédent, avec l'inflation des évaluations, la logique d'externalisation et les attaques contre la carte scolaire, à quel point il était facile de faire basculer notre École dans un modèle encore plus inégalitaire... mais où l'on creuse les inégalités en toute bonne conscience avec, simplement, le cache-sexe de « l'égalité des chances ». Les néolibéraux peuvent revenir aux manettes et, constatant

l'immobilisme du système, remettre en application le vieux principe qui leur est cher selon lequel « les vices privés font les vertus publiques » : plus question, alors, de qualité du service public d'éducation, ce sera « la compétition au service de la performance »... et que les plus adaptés survivent !

- Justement, ne faut-il pas revoir la carte scolaire pour briser la logique des ghettos ?

Si, absolument. La carte scolaire doit être revue sur la base de la mixité sociale maximale. Il faut absolument, partout où cela est possible, éviter de concentrer dans les mêmes établissements un trop grand nombre d'élèves dont la situation sociale est très difficile. Au-delà d'un certain seuil, on sait que le collège bascule et que l'effort pour tirer les élèves par le haut doit être démultiplié. Même si c'est compliqué et parfois douloureux, je crois qu'il faut chercher des découpages qui évitent la ghettoïsation autant que possible. Et je crois qu'il faut le faire en toute transparence démocratique, en impliquant les citoyens dans cette démarche. Il est temps d'arrêter de donner le sentiment aux Français que ces décisions sont prises « en douce » par quelques technocrates et quelques élus... ce qui justifie évidemment, à leurs yeux, le droit de s'en exonérer !

- Tout cela semble un chantier bien compliqué ! Pensez-vous réellement que l'Éducation nationale peut faire face à tout cela ?

Seule, non ! Nous avons besoin d'un sursaut éducatif plus global. L'École est une institution fondatrice, mais elle ne peut, à elle seule, contrecarrer la régression infantile orchestrée par les « industries de programme » qui font aujourd'hui la loi. Quand on susurre en permanence aux enfants et adolescents que leurs caprices sont légitimes puisqu'ils font marcher le commerce, on ne peut pas décemment demander aux seuls enseignants de contenir le déferlement pulsionnel. Quand on renonce à interroger les médias sur leur devoir d'éducation, quand on trouve tous plus ou moins normal de déroger aux règles qui nous imposent la moindre contrainte collective, on ne peut demander aux seuls enseignants de « former à la citoyenneté ». Quand on remplace partout les humains par des machines, les gardiens de la paix par des caméras de vidéosurveillance, les rencontres de travail par des consultations virtuelles, on ne peut demander aux seuls enseignants de d'éduquer au « vivre ensemble ». Quand nos vies sont toutes entières organisées en fonction du confort des adultes, quand on sacrifie aussi massivement le temps de parole et d'activité intergénérationnelle à nos addictions technologiques, on ne peut demander aux seuls enseignants d'instituer des temps de réflexion sereine. Quand on donne, au plus hauts niveaux, l'exemple de l'inconstance permanente et que nul ne croit plus à la parole tenue, on ne peut demander aux seuls enseignants de transmettre la moindre morale, fut-elle laïque. Les enseignants doivent, certes, prendre toute leur part dans notre responsabilité éducative collective, mais on ne peut pas leur demander de continuer sans broncher à vider l'océan avec une petite cuillère ! La priorité à l'éducation est l'affaire de la société toute entière et il nous faut une instance nationale pour l'incarner. Pourquoi pas, enfin, un « Haut Conseil des droits de l'enfant et du devoir d'éducation », indépendant et doté d'une capacité d'auto-saisine, capable de nous aider à sortir de notre torpeur éducative. Car, dès le lendemain de leur publication, les résultats de PISA étaient oubliés, on ne parlait plus que de la prostate du président !